

Namur le, 6 février 2025.

Walhain morne plaine.

Il est de bon ton de ne pas répondre aux imbéciles, ou plutôt de leur répondre par le silence. C'est ce que la CGSP a fait ces dernières semaines voire ces derniers mois

Aujourd'hui cependant, nous nous devons d'exprimer notre ras-le-bol face aux attaques idiotes, répétées et déplacées – limite indécentes – dont font l'objet les fonctionnaires, leur hiérarchie et leurs représentants syndicaux !

Depuis des mois, forte de ses prérogatives fixées par la loi, la CGSP n'a de cesse de travailler de manière constructive sur les dossiers touchant à la fonction publique wallonne ou communautaire qui sont soumis à négociation au Comité de secteur XVI ou XVII. Ce sont ainsi des centaines de questions, de remarques et de propositions d'amendements qui sont à peine entendues, souvent dénigrées et *in fine* balayées d'un revers de mépris !

La conclusion est simple (simplette ?) : depuis des mois, en Région wallonne et en Communauté française, nous subissons une négociation de façade !

Devant ce mépris constant, la CGSP a introduit divers recours - d'autres vont d'ailleurs être introduits - devant le Conseil d'Etat. Le principal recours de la CGSP concerne la décision du Gouvernement wallon du 7 novembre 2024 visant à supprimer le Statut et contractualiser l'ensemble de la fonction publique wallonne (derrière ce vocable générique se cachent en réalité diverses décisions du GW).

Le 1^{er} décembre dernier, l'avis de l'Auditrice du Conseil d'Etat est tombé comme une lame : annulation pure et simple de la décision du Gouvernement du 7 novembre 2024 ! Pour info, dans 95% des cas, le Conseil d'Etat suit l'avis de son auditeur...

Notre volonté a été, est et sera toujours claire : défendre le statut du fonctionnaire, seul garant de l'indépendance de l'Administration face aux excès des politiciens !

Cet avis a déclenché un vent de panique, tant au cabinet de la Fonction publique qu'au sein du Gouvernement wallon lui-même.

De son côté, toujours silencieuse, la CGSP va désormais introduire un recours contre la Xième prolongation des mandataires wallons et communautaires (que la CGSP a renommé la décision « Tuche » : tu peux prolonger une fois, tu peux prolonger deux fois,

tu peux prolonger...). L'éventuel arrêt du Conseil d'Etat pourrait rendre caduques toutes les décisions émises par ces mandataires prolongés illégalement.

La CGSP continuera à introduire tous les recours possibles tant qu'une vraie négociation ne sera pas possible.

Elle tient tout particulièrement à rappeler cette phrase tirée d'un arrêt du Conseil d'Etat du 22 octobre 2024 : « ***Le Conseil d'État admet que l'obligation de négocier n'impose pas de parvenir à un accord. Mais il rejette l'idée qu'il suffirait, pour respecter la formalité, d'avoir convoqué régulièrement les syndicats, transmis la documentation disponible, et donné l'occasion d'exprimer un point de vue. Les travaux préparatoires montrent que la négociation exige de chercher ensemble des solutions, ce qui suppose de vraies discussions et un échange contradictoire*** ».

« Face aux vociférations et aux élucubrations, rien ne convient mieux que le silence »...

André GILLES
Secrétaire général
Secteur Admi

Stéphane JAUMONET
Secrétaire permanent
Secteur Ministères